



**PRÉFET  
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale  
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 06/02/2026

ZI de Saint Liguairé  
4, rue Alfred Nobel  
79000 NIORT

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SCIERIE ARCHIMBAUD (ex MIGEON FRERES)**

68 Rue du Poitou  
79130 Secondigny

Références : 0007201969/2026/ 53  
Code AIOT : 0007201969

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2025 dans l'établissement SCIERIE MIGEON implanté 74, Rue du Poitou BP 9 79130 Secondigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCIERIE ARCHIMBAUD (ex MIGEON FRERES)
- 74, Rue du Poitou BP 9 79130 Secondigny
- Code AIOT : 0007201969
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Scierie MIGEON, dont le siège social se situe à Secondigné-sur-Belle au sein du groupe ARCHIMBAUD, dispose de trois sites sur la commune de Secondigny, spécialisés dans la production de palettes et le stockage de bois :

- un site soumis au régime de la déclaration au 68 rue du Poitou, objet de la présente visite,
- une scierie historique non soumise à la réglementation des installations classées (site en dessous des seuils de la nomenclature des installations classées et par conséquent sous la responsabilité du maire de la commune dans le cadre du règlement sanitaire départemental),
- un site soumis à enregistrement dans la zone d'activité économique de Bellevue.

Ce dernier était le site principal avant la construction du site de la zone d'activités économiques.

Le site, anciennement soumis au régime de l'autorisation, est désormais sous le régime de la déclaration par les actes suivants :

- arrêté préfectoral n° 719 du 21 mai 1975 relatif à l'exploitation d'un atelier de travail du bois au regard de l'ancienne rubrique 81.A.1 de la nomenclature des installations classées ;
- prise d'acte n° D8369 du 10 mai 2022 passant le site au régime de la déclaration au titre des rubriques 1532-2b et 2410-2 de la nomenclature respectivement relatives au stockage du bois et aux ateliers où l'on travaille le bois.

Conformément à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration, dont les rubriques 1532 et 2410, les dispositions applicables au site sont définies par son annexe III.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 4.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société SCIERIE MIGEON continue d'exploiter régulièrement le site, objet de la visite.

Suite à la dernière visite d'inspection du site réalisée le 29 septembre 2021, la société a mis en place une réserve d'eau d'extinction incendie d'une capacité de 60 m<sup>3</sup>. Des compléments sont attendus sur le dimensionnement du volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction incendie du site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les différents matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : [...] b) Pour les parties de l'installation à risque comme définies à l'article 4.3 ci-après : - chaque partie de l'installation est desservie par un appareil d'incendie (bouche, poteaux...) d'un réseau public ou privé, situé à moins de 200 mètres de celle-ci et garantissant, a minima, un débit minimum de 60 m <sup>3</sup> /h sous une pression minimum de un bar durant deux heures. À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m <sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toute circonstance. Pour les installations existantes au sens de l'article 2 du présent arrêté, la distance maximale à l'appareil d'incendie est portée à 400 mètres.
<b>Constats :</b>  Suite à la dernière visite d'inspection du site réalisée le 29 septembre 2021, il avait été demandé à l'exploitant de : - prendre contact avec le gestionnaire de réseau afin de faire attester de la disponibilité opérationnelle et permanente des poteaux incendie utilisés pour la défense incendie de son site ; - évaluer le besoin en eau d'extinction selon la règle de calcul D9 ainsi que les moyens à mettre à disposition ; - calculer le volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction incendie du site selon la règle de calcul D9A.  Par courrier du 1 <sup>er</sup> décembre 2021, l'exploitant a transmis à l'inspection ses échanges avec le syndicat des eaux de Gâtine qui précise les résultats de mesures des 2 poteaux incendies les plus proches. Suite à ces échanges, il a été convenu entre l'exploitant et le SDIS la nécessité de disposer d'une réserve souple sur site permettant de couvrir les 60 m <sup>3</sup> d'eau manquants. Lors de la présente visite, il a été constaté l'implantation d'une réserve d'eau souple de 60 m <sup>3</sup> située au nord-est du site et accessible pour les services d'incendie et de secours.  L'exploitant avait précisé avoir demandé un devis pour la réalisation de l'étude D9A qui n'a pas encore été réalisée à ce jour.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection les résultats issus de l'analyse D9A.  Conformément à l'article 5.7 de l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016, il précise les dispositions prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette...) de déversement de matières dangereuses dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois